

Les innovations dans le champ du travail social
Innovations in the social domain
Las innovaciones en el campo social

Jean-Marie Gourvil

Numéro 7 (47), printemps 1982

Travailler le social

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035025ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035025ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gourvil, J.-M. (1982). Les innovations dans le champ du travail social.
*International Review of Community Development / Revue internationale d'action
communautaire*, (7), 172–178. <https://doi.org/10.7202/1035025ar>

Résumé de l'article

On ne peut pas comprendre les innovations qui apparaissent dans le champ social, dans les institutions qui dispensent des services sociaux, en utilisant uniquement les concepts de contrôle social ou de reproduction. Les services sociaux sont traversés par plusieurs logiques contradictoires, par des stratégies multiples. Les innovations qui apparaissent dans ce champ doivent être analysées en fonction de ces logiques multiples. Appareil de domination, système bureaucratique, lieu d'un pouvoir professionnel, les services sociaux sont aussi des lieux politiques où certaines stratégies des acteurs du social manifestent la pénétration de l'appareil d'État par les mouvements sociaux.

Les innovations dans le champ du travail social

Jean-Marie Gourvil

Quel que soit le nom que l'on donne à ces nouvelles pratiques, on voit apparaître dans le champ du travail social des tentatives nouvelles pour changer les formes de services que dispense le personnel des organismes sociaux.

Une pluralité de termes existe : pratiques novatrices, pratiques alternatives, pratiques inventives, innovations sociales... Pour analyser ces pratiques, on fera le choix de parler de stratégies nouvelles, terme vague mais qui pose deux questions : qui sont les acteurs de ces transformations, quels sont les sens de leurs actions ?

Les acteurs qui nous intéressent sont les agents qui dispensent des services sociaux (au sens large du terme) et qui se lancent dans des innovations. Ces pratiques nouvelles peuvent être aussi bien la création de projets complets de programmes sociaux, de formes d'aide, la constitution de groupes divers (à mi-chemin entre le groupe d'aide et le groupe de mobilisation) et même de types de relation avec les usagers qui diffèrent des modèles existants.

Ces acteurs ne sont pas les décideurs des politiques sociales mais les exécutants locaux développant leurs propres stratégies. On s'interrogera dans ces pages sur l'interprétation de ces stratégies. On essaiera de montrer que pour les comprendre il faut échapper : 1) aux simplifications un peu naïves (« ça change » ou « on participe aux luttes populaires »), 2) aux critiques radicales (« le contrôle social devient de plus en plus raffiné »... « les professionnels transforment leur mode de pouvoir »). Comme bon nombre de travailleurs sociaux

confrontés au terrain et ayant acquis une formation sociologique, il m'apparaît important de tenter de sortir de l'impasse de la légitimation professionnelle et d'une sociologie critique démobilisante.

Au début de ma réflexion sur le travail social, j'avais entrepris de montrer qu'il existe « quelque part », dans le champ social, des pratiques, des stratégies qui sont dignes d'intérêt, qui récusent les analyses des sociologues du travail social. Je voulais trouver les conditions qui favorisent l'éclosion de nouvelles stratégies, qui manifestent la pénétration des services sociaux par la dynamique des mouvements sociaux.

J'acceptais que le service social soit globalement situé à l'intérieur de fonctions de reproduction sociale et de domination professionnelle, mais l'expérience de terrain me faisait supposer qu'il devait exister non « un bon service social » mais de « bonnes façons » de faire du service social, c'est-à-dire des manières pour les travailleurs sociaux de développer des stratégies qui les positionnent (au sens de position de classe) du bon côté des rapports sociaux. Les travailleurs sociaux devaient pouvoir eux aussi s'insérer dans le Grand Tout social et s'affronter aux acteurs dominants à propos des grands enjeux de la société post-industrielle.

Mais le cheminement de ma réflexion, les multiples rencontres avec d'autres agents du champ social m'ont contraint à m'éloigner de ce premier projet trop idéologique et ne permettant pas de rendre compte de ce qui se passe concrètement dans les services.

Il semble nécessaire dans un premier temps de reprendre la sociologie du service social, notamment la sociologie de la reproduction et du contrôle social qui a été au centre des interrogations des travailleurs sociaux depuis quelques années. Puis on essayera de définir une approche organisationnelle et sociale des stratégies qui parcourent le champ du travail social en partant du fait que les services sociaux sont des services publics, des administrations et que les innovations qui y apparaissent doivent être analysées comme des stratégies d'acteurs appartenant à l'administration ou à son environnement.

Se débarrasser des sociologies non-dialectiques

Nous avons tous lu avec beaucoup d'intérêt les études sociologiques¹ parues depuis quelques années sur le social. Cette littérature nous a permis de préciser nos « mauvaises pensées » de travailleurs sociaux, de passer au crible de la critique le « professionnalisme » et de saisir les fonctions idéologiques que remplit le travail social dans les mécanismes de reproduction des rapports sociaux.

Mais ces travaux, par contre, ne nous ont pas permis d'éclairer les actions entreprises qui, du point de vue des acteurs, ne relèvent pas toutes de l'extension de la domination, du raffinement du contrôle social.

À travers les travaux produits dans la ligne de Bourdieu ou de Foucault, on apprend tout sur l'émergence de l'assistance, sur les techniques de contrôle social et sur les modes de domination. Ces textes nous ont tous passionnés, séduits... mais comme l'écrit J. Baudrillard à propos de Foucault : « Quelque chose nous dit, mais en filigrane, en contre champ de cette écriture trop belle pour être vraie que s'il est possible de parler du pouvoir... de la discipline avec cette intelligence définitive... c'est que... tout ceci est révolu. Il opère aux confins d'une époque qui est en train de basculer entièrement »².

Ces sociologies des idéologies, pourtant si agréables à lire, laissent les acteurs sur leur faim. Leurs analyses ne nous apprennent que peu de choses sur les conditions réelles des familles objet de l'assistance, sur l'assistance elle-même, sur ses effets, sur l'enjeu politique qu'elle constitue. Tout est réduit à l'analyse des discours dont on postule l'efficacité sociale. « Tous les processus (économiques, sociaux, politiques, idéologi-

ques...) se trouvent rabattus sur le plan des technologies du pouvoir »³. C'est en fait le procès de toute action et de toute innovation sociale qui est fait ici. À travers la critique des philanthropes du XIX^e et des travailleurs sociaux contemporains, c'est bien la critique des expérimentateurs modernes qui constitue la cible de ces courants. I. Joseph et Ph. Fritsch nous le précisent bien dans leur ouvrage *Discipline à domicile*⁴ : « Il ne faut pas négliger ce que ce travail (de critique) a de salutaire ; il permet de resituer dans leurs limites « les innovations sociales » dont nous sommes des consommateurs naïfs »⁵.

Il est curieux de noter que cette littérature apparaît au moment où les politiques sociales sont remises en question par les technocraties libérales. On décrit l'assistance comme un mode de domination au moment où l'enjeu est celui de la désétatisation et de la « fin du social », au moment où la crise accroît les problèmes sociaux et diversifie les populations menacées.

Face à cette littérature de la reproduction, nous trouvons deux types de textes qui centrent leurs observations sur l'action des professionnels dans l'organisation des services sociaux. Dans *Pratiques inventives du service social*⁶, le collectif Chevreuse, proche de M. Crozier, montre les stratégies des travailleurs sociaux dans leurs organisations et les zones d'incertitude sur lesquelles ils s'appuient pour résister à l'érosion de leur position menacée par la lourdeur bureaucratique et la faiblesse de leurs techniques professionnelles. Il montre clairement comment ces « acteurs de l'ombre » se légitiment et comment leurs stratégies dépendent de leur insertion organisationnelle. L'analyse se concentre donc sur les stratégies professionnelles mais oublie les enjeux sociaux qui traversent le social.

D'autres textes (s'appuyant sur d'autres bases théoriques que le collectif Chevreuse) ont tenté d'éclairer les enjeux auxquels s'affrontent les praticiens du social. Il a été clairement montré au Québec⁷ que les agents dispensateurs des services sont soumis à des processus de déqualification, de déprofessionnalisation et que leur travail est plus semblable à celui de « cols blancs » qu'à celui de professionnels. Selon ces analyses, les professionnels appartiennent aux couches sociales dominées par la technocratie et occupent une position qui favoriserait leur ouverture aux mouvements sociaux.

Cette même idée est développée aujourd'hui par bon nombre d'intervenants sociaux. La question n'est plus seulement de savoir comment le travail social est un

instrument de contrôle social, mais à quelles conditions le travail social peut favoriser le changement social. Cette question n'est plus posée par des fonctionnalistes intégrateurs mais par des « acteurs critiques » se demandant quelles approches développer pour dépasser une approche purement professionnelle et arriver à un « autre » travail social, à des « pratiques silencieuses ⁸ » intéressantes.

Ces textes récents constituent, en fait, la réponse des travailleurs sociaux « sociologisés » à la sociologie de la reproduction.

Le travail social : des services publics

Pour permettre d'éclairer les questions que se posent tous les travailleurs sociaux « critiques », il faudrait partir des visions dynamiques que nous venons de mentionner et définir un point de vue qui permette d'analyser les stratégies dans le champ du travail social. Il faut à la fois affirmer que le service social est d'abord une organisation et donc que les stratégies qui s'y développent sont de type organisationnel, et également que les agents de service social sont socialement situés dans les rapports sociaux et donc que ces stratégies peuvent être aussi le reflet des conflits sociaux. Il faut semblait-il définir le service social comme des services offerts par l'État à travers une administration publique (en y incluant les organismes privés qu'il subventionne).

Parler d'administration n'est pas réduire l'analyse à celle des stratégies organisationnelles ni à la description des appareils d'État, mais se donner comme point de départ l'objet concret de notre réflexion : l'État et l'administration publique.

Il apparaît fécond de suivre la voie empruntée par certains chercheurs qui ont essayé de mettre en lumière l'autonomie relative de l'État et de l'administration et de décrire les diverses logiques qui traversent les administrations et les rapports de l'administration avec les forces sociales et politiques ⁹.

On doit accepter l'idée que plusieurs logiques souvent contradictoires traversent les services publics, que ces logiques sont inégalement représentées selon les branches des services publics mais qu'il est devenu impossible de les réduire à une seule logique. Nous ne sommes plus au temps où quelques concepts permettaient de définir en toute tranquillité une situation. L'analyse de l'État et de l'administration publique ne

peut être réduite à celle de déterminations simples et univoques ¹⁰. La réalité peut être appréhendée de façon interactionniste, c'est-à-dire en termes d'action, de jeux, de conflits entre les acteurs ou entre des déterminations diverses ¹¹.

Lucien Nizard exprime bien ce point de vue lorsqu'il écrit : « Toute conception machiavélique et volontariste qui, exagérant l'homogénéité de l'appareil d'État, ferait de celui-ci un énorme ordinateur léviathan capable de se donner des fins compatibles entre elles et nettement hiérarchisées et de les poursuivre effectivement dans une pratique cohérente méconnaîtrait gravement la réalité. Elle commettrait l'erreur des jacobins et des juristes qui surestiment toujours la maîtrise de l'exécutif sur l'administration ¹². »

Plusieurs logiques traversent donc l'appareil d'État ¹³.

L'analyse marxiste nous a montré que l'administration est un appareil de domination et de régulation sociale, qu'elle est l'instrument du pouvoir politique, c'est-à-dire de la classe sociale (ou des classes sociales) qui investit l'État.

L'analyse organisationnelle a mis en évidence que trois autres dimensions parcouraient l'administration. L'administration est une bureaucratie qui fonctionne selon les règles et les stratégies caractéristiques de la bureaucratie. Elle est une communauté de corps professionnels, petits ou grands en compétition constante pour accroître leurs champs d'influence et qui développent diverses stratégies pour accroître leur pouvoir ou pour lutter contre les pouvoirs politiques qui pourraient les menacer. Elle est également ouverte aux intérêts de ses clientèles. À travers les divers niveaux hiérarchisés de l'administration, chaque niveau (certains plus que d'autres) est en contact avec un public dont il représente les intérêts spécifiques. Ces « pouvoirs périphériques ¹⁴ » s'opposent au pouvoir central et peuvent déjouer les volontés de rationalisation technocratique ou les projets politiques de l'exécutif.

Malgré tout son intérêt, l'analyse organisationnelle demeure insuffisante. À la suite de B. Jobert ¹⁵, on peut affirmer que l'administration est un lieu politique, un lieu où s'exercent des rapports sociaux antagonistes. Les classes sociales et les fractions de classes qui ont perdu la bataille sur la scène politique et parlementaire continuent leur pression et leur action politique à travers l'administration. Si l'administration est l'instrument de domination du pouvoir politique, elle est aussi le lieu

de défense des classes sociales exclues du pouvoir (qu'elles soient défensives ou contestataires). Le pouvoir périphérique est à saisir comme stratégie politique des classes sociales exclues du pouvoir et des agents de l'administration qui sont leurs relais au sein même de l'appareil d'État. Cette hypothèse est vérifiée pour les hauts fonctionnaires liés à des clientèles, elle peut l'être également pour les petits corps de l'administration liés aux usagers des services.

Affirmer que plusieurs logiques traversent l'administration, c'est se donner les moyens de lire empiriquement les dynamiques de l'État et de l'administration sans réduire l'une à l'autre.

Analyse des nouvelles stratégies dans le champ du travail social

Revenons à l'objet de ces pages : les nouvelles stratégies qui apparaissent dans le champ du travail social.

Les stratégies liées aux transformations des modes de régulation sociale

L'administration est l'instrument du pouvoir politique, un appareil de domination et de régulation sociale. Face à la crise actuelle du financement des services publics, l'État cherche à modifier son mode de régulation des rapports sociaux. Le recours aux services n'est plus la méthode universellement prônée. « L'État-providence » était apparu au Québec, comme dans tous les pays occidentaux, dans une conjoncture particulière de pression des classes dominées sur l'État pour réduire les inégalités sociales et de nécessité pour la classe dirigeante de légitimer les institutions et l'ordre social en développant l'accès aux services publics¹⁶.

L'inflation sociale qui en résulte nécessite une refonte des politiques sociales. Les États ne veulent plus s'en tenir à des stratégies « populistes¹⁷ » ; ils ne veulent plus favoriser la croissance du social et semblent opter, en Amérique du Nord, pour la réduction néolibérale des services publics. Tantôt l'État supprime des services, tantôt il les renvoie vers la sphère du marché ; dans certains secteurs il y substitue d'autres formes moins coûteuses (désinstitutionnalisation, recours au bénévolat...). On n'est pas en présence de projets coordonnés et cohérents de politiques sociales mais de jeux

complexes entre les organismes publics, certains professionnels locaux et des groupes organisés qui aboutissent à la création de sous-services publics qui ont comme grande vertu d'être moins coûteux pour les deniers publics.

Certains projets « alternatifs » créés avec l'aide de l'État et des organismes publics par des professionnels ou des groupes locaux relèvent de cette nouvelle forme de régulation sociale. Les projets de maintien à domicile pour le troisième âge ou les ex-psychiatrisés s'expliquent sans doute ainsi. Les discours novateurs ou contestataires qui entourent leur création ne doit pas masquer le fait qu'il s'agit à peine d'une « modernisation » du travail social mais beaucoup plus d'une gestion à moindre coût qui rentre dans le cadre d'une politique comptable et non d'une politique sociale.

Dans le contexte actuel, les décideurs n'inventent pas seuls les nouveaux modes de gestion du social, ils demeurent très attentifs aux modèles qui apparaissent à la périphérie de l'État et souhaitent les normaliser et les généraliser.

L'interrogation majeure est de savoir si, à travers le soutien à ces stratégies locales, l'État et les acteurs concernés vont produire des services à moindre coût en rendant la population dépendante de sous-services publics, sans aucune qualité « professionnelle », ou s'ils vont produire des services autogérés (par la population) inversant la logique professionnaliste et les dispositifs aliénants du Welfare State.

Les stratégies contestant l'ordre bureaucratique

La bureaucratie est en général peu novatrice et bon nombre d'innovations sont des remises en cause de la bureaucratie et de la division du travail. Il faudrait classer ici sans doute non des actions coordonnées et organisées mais des actions sporadiques, locales qui manifestent des luttes éphémères contre l'ordre bureaucratique. Ces actions ne constituent pas à proprement parler des luttes sociales concernant la société mais des mobilisations (ambiguës et particulières) excessivement intéressantes. L. Nizard écrit :

« Une grille d'analyse qui utiliserait exclusivement les concepts de structure, de domination, de régulation, d'État, d'organisation... laisserait échapper un aspect important de la réalité sociale et de

sa dynamique : *la tendance constante*, même si inégalement forte, des individus à prendre des initiatives remettant en cause la division du travail et du même coup à ébranler les organisations et à transformer les structures dont ils sont pourtant à un autre égard les supports... c'est ce que j'appelle mobilisation ¹⁸. »

Ces mobilisations sont assez nombreuses et nous avons constaté que la remise en cause de la division bureaucratique du travail est un préalable à toute forme d'action. Ces formes d'actions comportent une part de risque importante ; elles s'opposent au système bureaucratique basé sur la division du travail, le respect des normes, la stratification des pouvoirs et les stratégies d'évitement. Elles perturbent les organisations mais ne sont pas à elles seules des stratégies de changement social. Les revendications d'autogestion sont certainement le préalable à d'autres formes d'action mais doivent déboucher sur les stratégies d'alliance avec les usagers (voir infra).

Les stratégies professionnelles

Les corps professionnels développent dans tous les services publics leurs propres stratégies. La logique professionnelle est largement autonome des autres logiques. Lorsque les professionnels sont menacés par l'État, ils créent d'autres marchés, développent d'autres champs d'influence. Les innovations dans le secteur psychiatrique et dans celui de la relation d'aide procèdent souvent de cette logique. Face à l'État néo-libéral, les professionnels « inventent » d'autres problèmes sociaux, bâtissent de nouveaux projets pour conserver leur zone de pouvoir. À travers ces projets, le discours se transforme, les cibles et les techniques changent. Du casework traditionnel à la bio-énergie ou la gestalt en passant par l'analyse transactionnelle et la thérapie familiale, on reste dans la même logique. Le rapport aidants/aidés et la dépendance se perpétuent.

Existe-t-il des approches « sociales » qui remettent en cause les stratégies professionnelles ? C'est tout l'intérêt des techniques de réseau, de l'approche structurale, des groupes d'entraide. Ces perspectives récentes, tout en posant toujours certains problèmes de reprofesssionnalisation potentielle, se situent au coeur des enjeux du social.

Les stratégies d'alliance avec les usagers

D'autres tentatives d'action semblent échapper aux trois logiques précédentes. On constate qu'un certain nombre de professionnels développent des stratégies d'alliance avec les usagers des services.

Les agents du social en contact avec ces usagers ne peuvent se légitimer auprès de ceux-ci en appliquant avec rigueur les normes administratives. Leur crédibilité est en jeu. Ils sont donc contraints de développer des alliances avec eux. Le système ou le jeu agents des services/usagers peut donc acquérir une autonomie relative et constituer des « pouvoirs périphériques ».

Certaines stratégies dans le champ social relèvent de ces « pouvoirs périphériques », de ces alliances : quelques travailleurs sociaux accordent à leurs « clients » des aides matérielles alors que ceux-ci n'y sont pas éligibles ; certains donnent facilement leur numéro de téléphone personnel ; beaucoup ne remplissent pas les dossiers sociaux pour éviter le « fichage ». Un peu partout se développent des pratiques silencieuses ¹⁹ qui apprennent aux usagers à « dealer » (à jouer) avec les institutions et non plus à s'y soumettre. Enfin certains acceptent d'appuyer la constitution de groupes de solidarité ou de groupes d'entraide même si ceux-ci contestent les institutions et la logique professionnelle. Il faudrait une recherche minutieuse pour savoir quelle catégorie d'agents du travail social se prêtent le plus à ces stratégies et celle qui s'en garde bien. La position dans l'institution, l'origine sociale, les idéologies des agents ainsi que la nature de l'institution doivent constituer des facteurs déterminants.

Cependant nous pouvons nous demander si ces actions sont seulement d'ordre organisationnel, des jeux d'acteurs à la périphérie des institutions comme le laisse entendre l'analyse organisationnelle ou s'il ne s'agit pas de stratégies politiques, c'est-à-dire de manifestations de la pénétration des rapports sociaux à l'intérieur de l'appareil d'État.

Quand des agents dont la pratique n'a plus rien à voir avec celle d'une « profession », dont les conditions de travail sont celles des cols-blancs, dont l'origine sociale est plus populaire développent des stratégies de ce type, on peut les voir comme des micro-mobilisations sociales, des contre-politiques sociales. Bruno Jobert écrit dans ce sens :

« Nous avancerons maintenant l'idée que la lutte politique officielle autour du pouvoir central d'État

ne constitue qu'un aspect des luttes politiques. D'une certaine manière ces luttes partielles peuvent constituer... l'occasion de poursuivre le combat sur d'autres scènes que la scène officielle, soit par la mobilisation des professionnels de l'État soit par celle de groupes sociaux exerçant une influence décisive sur telle scène partielle... La séparation du politique et des politiques paraît bien artificielle et... de l'un à l'autre ce sont les mêmes luttes qui se poursuivent ²⁰. »

Nous pouvons faire l'hypothèse que ces comportements des agents du travail social face aux usagers constituent des luttes sociales qui manifestent la pénétration des mouvements sociaux à l'intérieur de l'administration et des services publics ²¹.

Il ne s'agit pas de mobilisations politiques qui pourraient renverser le pouvoir des classes dominantes mais de micro-mobilisations qui détournent les dispositifs de domination et de contrôle social mis en place par l'appareil d'État. Luttes politiques partielles et minuscules qui tentent de conquérir dans les lieux même du contrôle social des espaces de relative liberté où le jeu et l'action deviennent encore possibles ²².

Les luttes menées contre l'asile, contre la prison, contre tous les lieux disciplinaires et contre toutes les formes de pouvoir ne sont pas sans incidence sur la pratique même des agents de ces institutions. L'État demeure l'État. Le contrôle social reste une des fonctions de l'appareil d'État mais les agents des administrations, les personnels des services détournent partiellement les dispositifs et les rendent moins implacables. Ces luttes ne feront pas basculer les pouvoirs dominants mais constituent des résistances à l'ordre et à la domination. Actions minuscules et sans grands destins, actions insignifiantes pour ceux qui rêvent de grands changements sociaux, mais actions importantes pour ceux qui savent que l'Histoire est aussi l'histoire sans fin des technologies politiques de pouvoir et des multiples transformations de la domination et des appareils.

Ces actions ne participent pas à proprement parler du mouvement social, des luttes politiques centrales qui s'opposent aux classes dominantes à travers le système politique. Ces actions constituent toutefois des reflets de ces luttes dans l'appareil d'État et non pas seulement un raffinement du pouvoir professionnel.

Les innovations dans le champ du travail social apparaissent donc multiples, diverses, et leur analyse ne peut

se réduire à l'application de quelques concepts passe-partout.

Dans le contexte nord-américain, on est obligé de reconnaître que les classes sociales qui investissent l'État ont choisi de se débarrasser de l'État-providence et de « brader » les services collectifs. De nombreux acteurs locaux sont prêts à jouer le jeu du néo-libéralisme et à inventer avec l'État de nouveaux types de services peu coûteux maintenant la dépendance des clientèles. Par ailleurs certains professionnels « sauvent leur peau » en trouvant d'autres marchés et en investissant les places que leur propose la « société psychiatrique avancée ».

Par ailleurs, certains agents du champ s'engagent dans des processus d'action remettant en cause l'ordre bureaucratique et créent avec les usagers d'autres formes de rapports. Individuelles ou collectives, minuscules ou d'envergure, certaines stratégies renouvellent les débats et les jeux dans le champ du travail social.

Mais au-delà de ces stratégies organisationnelles et politiques, on doit constater que le travail social se déplace. L'État-providence disparaît. L'enjeu des services publics se transforme. L'administration se fractionne, se déconcentre, se décentralise. À l'avenir, certains services collectifs seront produits par des associations, par les collectivités locales, par des groupes divers. L'enjeu se porte sur les services locaux ²³. Deviendront-ils des sous-services publics gérés par de nouveaux philanthropes ou des services collectifs gérés par les populations concernées ? De nouveaux acteurs entrent en scène, d'autres verront leur pouvoir diminuer ou disparaître.

On peut se demander quelles stratégies les agents actuels du champ du travail social vont développer. Feront-ils obstacle à l'émergence d'un nouveau social où l'usager aura droit de parole et les instances politiques locales le pouvoir de gestion et d'orientation des services collectifs ? Toutes les formes de résurgence du professionnalisme deviendront alors la cible à laquelle s'affronteront les mouvements de réappropriation des services collectifs et les instances politiques locales. Feront-ils au contraire le choix de soutenir l'émergence de ce nouveau social, de participer à la création de nouveaux services collectifs ? Leur place sera alors différente. Le « professionnel » devra accepter de mettre sa compétence au service de projets dont la gestion et la direction lui échappera. Sa seule responsabilité restera celle d'éviter la dégradation des services collectifs (par

le retour au bénévolat et à la philanthropie) et de contrer les tentatives néo-libérales de suppression ou de mercantilisation des services collectifs.

Jean-Marie Gourvil
Université de Montréal

Notes :

¹ Quelques titres récents : Donzelot, J., *La Police des familles*, Paris, Éditions de Minuit, 1977 ; Verdès-Leroux, *Le Travail social*, Paris, Édition de Minuit, 1978 ; Meyer, Ph., *L'Enfant et la raison d'État*, Paris, Le Seuil, 1978 ; Joseph, I. et Fritsch, Ph., *Disciplines à domicile*, Recherches, 1977 ; Liscia, C., *Familles hors la loi*, Paris, Maspero, 1977.

² Baudrillard, J., *Oublier Foucault*, Paris, Éditions Galilée, 1977. p. 12.

³ Rancière, D., « Le philanthrope et sa famille », *Les Révoltes logiques*, Paris, n° 8, p. 99.

⁴ *Op. cit.*

⁵ *Op. cit.*, p. 25.

⁶ Collectif Chevreuse, *Pratiques inventives du service social*, Paris, Éditions ouvrières, 1979.

⁷ Renaud, G., *L'Éclatement de la profession en service social*, Montréal, Éditions A. Saint-Martin, 1978 ; Lesemann, F. et Renaud, G., « Loi 24 et transformation des pratiques professionnelles en service social », *Intervention*, Montréal, N° 58, été 1980.

⁸ Mispelblom, F., « Pistes pour des pratiques silencieuses », *Contradictions*, Bruxelles, N° 29, septembre 1981. Le numéro entier de cette revue est consacré à une approche critique en service social.

⁹ Voir Nizard, L., Jobert, B., Müller, P., *Éléments pour une nouvelle approche de l'État...*, Grenoble, CERAT, 1975

¹⁰ L'ouvrage de Chevalier, J. et Loschak, D., *Science administrative*, LGDJ, 1979, en témoigne.

¹¹ L'aspect proprement épistémologique de cette question est traité par Boudon, R., *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1979. Voir aussi dans le domaine des affaires sociales : Chauvière, M., *L'Héritage de Vichy*, Éditions ouvrières, 1980, p. 10 à 16.

¹² Nizard, L., « Administration et société », *Revue française de science politique*, numéro spécial, avril 1973.

¹⁴ Voir Nizard, L., Jobert, B., *op. cit.*

¹⁴ Grémion, P., *Le pouvoir périphérique*, Paris, Le Seuil, 1976.

¹⁵ Nizard, L., Jobert, B. *op. cit.*

¹⁶ Jobert, B., *Le Social en plan*, Paris, Éditions ouvrières, 1981, p. 237 et suivantes.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Nizard, L., Jobert, B., *op. cit.* p. 151.

¹⁹ Voir Mispelblom, F., *op. cit.*

²⁰ Nizard, L., Jobert, B., *op. cit.*, p. 74.

²¹ Il ne faut pas cependant masquer la diversité et l'ambiguïté de ces actions. Il ne faut pas confondre l'attitude tenace du travailleur social « dévoué », qui mobilise tout un service pour aider « son cas », de celle qui tente de clarifier les rapports sociaux (et les modes de domination) afin de permettre à son client de « jouer » avec les institutions et de devenir acteur social. Les travailleurs sociaux comme les classes moyennes en général, n'ont pas d'homogénéité politique.

²² Voir Alain Touraine, « Le sociologue et la sociologie », Conférence au colloque de la Confédération française des professions sociales, *Informations sociales*, Paris, 1981, n° 5, p. 44 à 48.

²³ Voir Jobert, B., *Le Social en plan*, *op. cit.* dernier chapitre.

PROCHAIN NUMÉRO :

LE TRAVAIL ET LES JEUNES

Abonnez-vous dès maintenant.

Voir les détails en dernière page.
